

Retour sur la catastrophe de Bhopal

Le 14 février dernier, la Cour Suprême indienne a condamné la compagnie américaine Union Carbide, à l'origine de la tragédie de Bhopal, à payer 470 millions de dollars aux victimes (voir encart).

C'est l'occasion pour nous, dans le cadre de notre série d'articles sur les catastrophes, de revenir sur ce désastre industriel qui est, au jour d'aujourd'hui, le plus meurtrier du XX^e siècle.

Bhopal, 800.000 habitants, Etat de Madya Pradesh, Inde.

Le 2 décembre 1984, un nuage de gaz毒ique s'échappait d'une cuve de stockage et retombait sur la ville faisant des milliers de morts. Sécurité bafouée, bidonvilles environnant

l'usine... la catastrophe de Bhopal est bien typique des accidents dus au type de développement industriel en œuvre dans le Tiers-Monde.

LES CIRCONSTANCES DE L'ACCIDENT

A l'origine de l'accident: une cuve de stockage contenant environ 25 tonnes d'isocyanate de méthyle (MIC). Plusieurs mois avant l'accident, l'unité de réfrigération servant à maintenir le MIC sous forme liquide avait été fermée. De ce fait, au lieu d'être maintenu liquide à 0° par ce système le MIC se trouvait, le jour du drame, à une température proche de son point d'ébullition de 21°.

Le MIC aurait alors dû être transvasé de la cuve endommagée vers une cuve, normalement vide, servant de cuve d'appoint de sécurité en cas de défaillance de la première. Cela n'a pu être fait, cette seconde cuve étant elle aussi pleine de MIC, en violation des propres règles de sécurité édictées par l'Union Carbide lors de la construction de l'unité.

Le 2.12.84, vers 21 heures, des ouvriers non spécialisés et peu au fait des problèmes liés à ces installations, nettoient à l'eau la canalisation d'arrivée de MIC de cette cuve de stockage, sans l'avoir isolée au préalable.

Le MIC commence alors à réagir avec l'eau introduite occasionnant une montée en pression que traduisent les instruments de contrôle. Seulement, ceux-ci étaient tellement peu fiables, notamment la jauge indicatrice de pression, que le technicien a cru à une nouvelle défaillance et n'en a pas tenu compte.

Dans le même temps, les fuites se multiplient dans l'atelier de stockage.

A 0h15, l'opérateur, convaincu de la montée en pression prévient le responsable. A son arrivée, des tentatives sont faites pour refroidir la cuve, mais sans succès.

A 0h30, craignant l'explosion, l'équipe déclenche l'alarme interne à l'usine et s'enfuit.

La réaction dans la cuve s'emballe, vaporisant des quantités de plus en plus grandes de MIC. Cette montée en pression amène la rupture des soupapes de sécurité et le gaz s'échappe.

Normalement, dans de telles circonstances, le dispositif normal

POURQUOI UN BIDONVILLE PRES D'UNION CARBIDE ?

La majorité des morts de Bhopal étaient donc des habitants du bidonville qui bordait l'usine. Mais pourquoi donc ?

« Les hommes vivent ici par milliers, agglutinés autour de l'usine et le long de la ferrée. En hindi, on dit que ce sont des « badli », des manœuvres. Pas de sécurité d'emploi, pas de protection sociale, pas de lois, ils se présentent chaque matin à la porte de l'usine pour obtenir un travail. Il faut être là tôt, tous les jours de la semaine. Pas de transports en commun efficace à Bhopal. Alors, faute de pouvoir rentrer chez eux de l'autre côté de la ville, tous les soirs, les « badli » s'installent aux abords de l'usine où ils comptent travailler, certains de se lever à l'aube en espérant passer la grille sous le regard sévère des contremaîtres. En face d'Union Carbide, au-dessus d'infâmes paillettes de branches tressées, quelques portraits d'Indira Gandhi et cette pancarte : « Quartier aidé par Indira ». Avant la mort du premier ministre indien, ces squatters fidèles électeurs d'Indira ont ainsi la possibilité officielle de devenir propriétaire de leur terrain » (« Dix francs par jour pour être coolie à l'Union Carbide », Libération 14/12/1984).

Tout cela fait que les déshérités de la ville s'accumulent sur les terrains délaissés. Ils sont aux premières loges pour obtenir les travaux épisodiques, durs et mal payés pour qu'on leur concède. Ils sont les premiers servis pour les odeurs, le bruit etc. et sont les premiers à mourir quand survient une catastrophe du type de Bhopal.

de sécurité prévoyait de diriger les gaz vers deux tours d'épuration et de les neutraliser par de la soude. « *En fait, l'un des épurateurs était hors service, et il n'est pas certain que l'autre ait été opérationnel au moment de l'accident. Après son passage dans l'épurateur, le gaz résiduaire aurait dû être dirigé vers une torchère, mais cet ultime système de sécurité était aussi arrêté pour des raisons de maintenance.*

Vans ces conditions, le gaz toxique, s'échappa librement dans l'atmosphère par le tuyau de rejet prévu pour l'élimination des gaz de neutralisation »¹.

LE NUAGE MORTEL SUR LE BIDONVILLE

Un nuage de MIC se forme alors au-dessus de l'usine. Le voyant, **vers minuit et demi**, certains habitants du bidonville qui borde l'usine ont pu se sauver. Les sirènes de l'usine ne se mettront à hurler que vers **deux heures du matin**.

Comme c'est systématique dans ces cas-là, l'alerte sera donnée au dernier moment, quand il n'est plus possible de cacher la chose. De plus, le manque d'information préalable rendra la population incapable de réagir en fonction du risque encouru. Même la sirène externe n'était pas connue.

« Nul n'imaginait quel type de produit était fabriqué dans l'usine. Aux hurlements de la sirène, au lieu de fuir loin de l'usine, beaucoup s'en seraient approchés pour voir « le feu » de près. D'un coup brusque, le vent du nord a ramené le nuage contre terre, enveloppant les spectateurs comme un linceul »².

LES RESPONSABILITES D'UNION CARBIDE

Même dans sa conception, l'usine de Bhopal était totalement inadaptée au niveau de la sécurité. Le PDG d'Union Carbide a affirmé que l'usine indienne avait été construite sur le même modèle que celle d'Institute aux USA, avec des sécurités presque similaires. Or les spécialistes s'accordent à dire que même en fonction, les systèmes de sécurité n'auraient absorbé qu'une partie du gaz, le restant s'échappant librement dans l'atmosphère. L'usine de Bhopal n'était pas non plus équipée comme son homologue américain d'un système informatisé de détection des fuites. Au lieu de cela, les opérateurs devaient « se fier à leur nez ».

Dans cette chaîne d'événements, les erreurs humaines sont aussi nombreuses que les défaillances de matériel. A cela une raison bien simple. Pour des raisons financières, l'équipe d'opérateurs chargée des cuves de MIC sera, en 1983, remplacée par des intérimaires non qualifiés deux fois moins nombreux. Toujours pour des raisons budgétaires, la formation des employés sera considérablement réduite. En contrepartie, des ordres stricts étaient donnés pour qu'en cas d'urgence les opérateurs ne fassent rien sans instructions de l'encadrement, limitant à l'extrême l'initiative des ouvriers et leur capacité à réagir sur l'instant aux événements.

UN ACCIDENT ANNONCE

Depuis son entrée en production, il ne s'est pas passé une année sans que des fuites occasionnent des blessés ou des morts.

Le 5 octobre 1982, quatre ouvriers sont sérieusement touchés par les gaz échappés accidentellement et des habitants des localités voisines, celles-là mêmes qui ont été dévastées par la fuite de MIC, ressentent des sensations de nausée et quittent en toute hâte leur habitation.

Les inquiétudes sur les conditions de production du pesticide dépassent l'enceinte de l'usine. On en trouve des traces écrites. Ainsi, en **décembre 1982**, un parlementaire demande devant l'Assemblée que la sécurité de Bhopal soir inscrite à l'ordre du jour, et le porte-parole du gouvernement de l'Etat de Madhya Pradesh lui répond simplement : « *Une somme de 250 millions de roupies a été investie dans cette usine. Ce n'est pas une petite pierre que l'on peut déplacer ici et là. Il n'y a pas de danger à Bhopal et il n'y en aura pas* »³.

Mais les incidents continuent, en particulier en **1983**, deux techniciens sont gravement atteints par les gaz.

¹ « Bhopal, les retombées d'une tragédie » La Recherche – mars 1986

² Libération, 06/12/1984

³ Libération, 20/12/1984

Suite à une enquête de sécurité, trois experts américains produisent un rapport mettant en garde sur les dangers d'une fuite massive de gaz, notamment lors du stockage. Ils souhaitent de plus que la société informe l'ensemble des personnels de la filiale des « conséquences catastrophiques » que pourrait avoir une réaction chimique en chaîne. Mieux, ils estimaient déjà qu'une telle réaction pouvait être possible dans des réservoirs de MIC, contaminés à plusieurs reprises par de l'eau. Or c'est bien une introduction accidentelle d'eau qui est à l'origine du désastre.

Ce rapport qui énumérait déjà dix défauts constatés sur le réservoir sera sans suite. Il sera pourtant publié par un quotidien indien à grand tirage.

Ce rapport ne fut qu'un signal d'alarme parmi beaucoup d'autres que la direction de la Société ignora délibérément.

On s'aperçoit qu'au fil des ans, les incidents et les avertissements s'accumulent alors que, dans le même temps, les conditions de fabrication se dégradent.

Nageant à contre-courant des évidences, la direction de la Société, avec la complicité des administrations, a conduit inéluctablement vers l'accident.

Quelle cohérence a guidé tout cela ?

Le profit répondra-t-on. Evident et banal... et juste ! Mais encore... Ces dizaines de milliers d'usines accumulent du capital de par le monde. Pourquoi Bhopal ? Pourquoi cette production de faisait-elle dans des conditions de sécurité de pire en pire ?

UN PRODUIT SUR LE DECLIN

L'isocyanate de méthyle est l'un des produits de base de la synthèse d'un insecticide, le carbaryl, commercialisé sous le nom de Sevin par l'Union Carbide Agrochimie jusqu'à son rachat par Rhône-Poulenc.

Or ces « bilans sur la production de l'unité de pesticides de Bhopal montraient une constante dégradation de ses performances. Cette usine était conçue pour produire 5250 tonnes par an d'insecticides, mais en 1982, la production n'avait atteint que 2308 tonnes et était tombée à 1657 l'année suivante. La baisse des demandes de carbaryl et la concurrence croissante de nouveaux insecticides furent les raisons principales de ce déclin. Des pertes de 4 à 5

FEU VERT POUR D'AUTRES « BHOPAL »

170.000 personnes intoxiquées, dont 12.000 dans un état critique lorsqu'elles furent acheminées vers les hôpitaux. Plus de 3000 morts. Des enfants mort-nés, une mortalité infantile accrue, des handicapés. Aujourd'hui encore, on meurt des suites de la catastrophe.

A la suite de cela, Union Carbide a été engagée dans une série de poursuites judiciaires sur la question des indemnisations. Cette bataille juridique avait une importance qui dépassait largement les limites de Bhopal et de l'Etat Indien. En effet, les firmes des pays développés s'implantent dans le Tiers-Monde souvent pour chercher de faibles coûts de sécurité. Une sanction financière draconienne contre Union Carbide aurait eu comme conséquence de remettre en cause tout un pan de la politique des multinationales.

Cette bataille des indemnisations vient d'être gagnée par la firme américaine. Celle-ci, à l'issue de quatre ans de procès, a été condamnée le mois dernier à payer 470 millions de dollars.

Pour avoir une idée de l'impact de ce jugement sur Union Carbide, il faut savoir que l'essentiel de la somme était déjà provisionné et que ce trust affiche un profit net de 668 millions de dollars pour un chiffre d'affaire de 8,3 milliards de dollars en 88. La firme qui risquait de devoir payer plus de 2 milliards (si les juges avaient suivi la partie civile) s'en sort donc bien.

D'ailleurs le meilleur moyen d'évaluer ce jugement est de voir la réaction des capitalistes eux-mêmes. Voici ce qu'en écrit le journal « Le Monde » du 16.02.89 : « *Rien ne pouvait faire davantage plaisir à la Bourse de New-York que l'arrêt de la Cour Suprême de New-Delhi. Non seulement le géant chimique Union Carbide se sort à très bon marché, d'un accident cauchemardesque qui aurait pu le ruiner, mais surtout les juges indiens créent une jurisprudence internationale qualifiée de « magnifique » par plusieurs analystes spécialisés dans les problèmes des entreprises multinationales. Il est indubitable qu'après le règlement du plus grand désastre industriel de l'histoire, les multinationales - dont les opérations dans le Tiers-Monde souffrent souvent de graves problèmes sécurité - se sentent rassurées quant aux responsabilités civile et pénale qu'elles encourront. »*

Ce jugement n'étant en rien dissuasif pour les trusts, on peut donc dire que dorénavant, ce sera comme d'habitude et qu'il y aura d'autres Bhopal.

La baisse des demandes de carbaryl et la concurrence croissante de nouveaux insecticides furent les raisons principales de ce déclin. Des pertes de 4 à 5

millions de dollars par an pour des ventes d'environ 15 millions de dollars auraient contraint la direction d'Union Carbide à réduire les coûts surtout au niveau du personnel et de la sécurité »⁴.

Union Carbide continuera cependant à fabriquer le carbaryl pour au moins deux raisons. D'une part la pression du gouvernement local. D'autre part, le maintien de sa gamme de produits agrochimiques.

Même si un trust fait son profit sur un petit nombre de produits phare, il se doit de commercialiser une gamme plus large pour se maintenir sur les marchés. Cela veut dire que les investissements de sécurité (et de productivité) convergent vers les produits phare laissant de côté les autres produits moins intéressants. Ces derniers sont donc faits dans des installations vieillies sur lesquelles on fait le maximum d'économies : sur l'emploi, les salaires, la formation, la maintenance, la sécurité.

Cela explique le processus ayant mené à la catastrophe de Bhopal : une succession d'incidents en chaîne, et malgré cela une baisse de plus en plus dramatique du niveau de sécurité.

UNE BOURGEOISIE LOCALE CONSENTE

L'usine de Bhopal appartenait à Union India à hauteur de 51%; le reste allant à la bourgeoisie locale.

Au-delà de l'intérêt proprement financier que la bourgeoisie indienne pouvait trouver dans l'usine, il y avait un consensus large sur son existence.

Ce consensus est basé que la volonté pour cette bourgeoisie de reproduire le modèle agricole des pays développés. Ce modèle repose sur le schéma : engrais – semences sélectionnées – phytosanitaires – insecticides. Un schéma qui témoigne de l'interpénétration entre l'industrie et l'agriculture dans la production même des produits de la terre. Ce modèle correspond en Inde, mais aussi dans de nombreux autres pays, à la pénétration du capitalisme à la campagne, à la ruine massive des paysans et à la transformation de l'agriculture vivrière traditionnelle en agriculture tournée vers le marché mondial, c'est-à-dire en clair, tournée vers les besoins de consommation des pays développés.

De plus, au sein même de cette logique, le produit fabriqué à Bhopal, le carbaryl, est bien typique de la division impérialiste du travail qui se met en place depuis des années.

- Aux pays développés, les fabrications à forte valeur ajoutée et à forte proportion de savoir-faire technologique.
- Aux pays dominés, les industries à faible technicité et à fort taux de main-d'œuvre ainsi que les produits de première transformation (les grands intermédiaires chimiques par exemple) qui dépendent trop des coûts des matières premières.

C'est en se spécialisant sur ces productions que les bourgeoisies de plusieurs pays du Tiers-Monde comptent se faire une place au soleil.

Les multinationales qui recherchent dans ces contrées de faibles coûts de main-d'œuvre et de faibles exigences en matière de sécurité, de pollution, trouvent un terrain facile grâce à la complicité des bourgeoisies locales. Cette complicité s'est d'ailleurs bien manifestée lors du jugement de la Cour Suprême indienne (voir encart). Condamner réellement Union Carbide, aurait voulu dire remettre en cause trop de choses : depuis la présence des multinationales sur le sol indien, jusqu'au type de production et au modèle de développement agricole...

UN RESPONSABLE... MAIS PLEIN DE COMPLICES

L'Union Carbide est donc responsable de l'accident à plusieurs niveaux. Responsable des conditions de sécurité par volonté d'économiser sur l'entretien.

Responsable du faible nombre et de la faible qualification des ouvriers par volonté de comprimer les coûts en utilisant une main-d'œuvre jetable et corvéable à merci.

Responsable, à cause de cela, du développement de la zone autour de l'usine comme bidonville pour les candidats à l'embauche, bidonville dont la présence a donné toute son ampleur à la catastrophe.

⁴ « Bhopal, les retombées d'une tragédie » op cité

Quant aux responsabilités de la bourgeoisie indienne, elles viennent d'être détaillées. Elles sont tout aussi graves même si elles ne sont qu'indirectes.

SE BATTRE AUJOURD'HUI POUR PREPARER DEMAIN

Cela montre à quel point les différentes luttes que peuvent organiser les révolutionnaires indiens sont liées entre elles. Par exemple, éviter la prolifération de bidonvilles sur les zones industrielles demande de gagner sur le droit au logement. Mais lutter pour le droit au logement n'est rien sans le droit au transport, et ces deux droits ne sont rien sans le droit à un travail stable rémunéré décemment. D'un autre côté, ce droit à un travail fixe est aussi une nécessité pour obtenir des conditions de sécurité meilleures dans les usines. Enfin, ce droit au travail est une impossibilité si des millions de paysans sans terre continuent d'affluer vers les bidonvilles. La lutte pour le développement d'une agriculture vivrière fondée sur des techniques accessibles à la masse des paysans est donc, aussi, l'une des clés pour fermer la porte à d'autres Bhopal : à la fois parce que cela modifie la demande de pesticides, mais aussi parce que cela change les conditions d'emploi dans l'industrie.

Ces luttes et quelques autres⁵ sont à mener dès aujourd'hui. Mais, à la fois on ne peut en attendre beaucoup tant les problèmes s'interpénètrent, à la fois et à cause de cela justement, elles doivent servir de levier et déboucher sur une transformation révolutionnaire dans ces pays basée sur un pouvoir ouvrier et paysan.

Les morts de Bhopal intéressent les armées de l'occident...

LES VAUTOURS

L'Agence France Presse annonçait, citant des scientifiques indiens, que des spécialistes de la guerre chimique venus des Etats-Unis, de RFA, de Grande-Bretagne et du Canada se seraient mêlés aux plus de 50 médecins étrangers venus participer à l'aide aux victimes ; ces spécialistes seraient plus intéressés par l'étude des effets de l'isocyanate de méthyle sur les êtres humains que par le sauvetage des victimes. (Libération, 13/12/1984)

Claude Magnan

⁵ Par exemple, participer à la bataille juridique, organiser des protestations, un courant d'opinion international etc. aurait dû être une tâche coordonnée des communistes de tous les pays.